

Chine

Quatrième session du GTEPU, 2-13 février 2009

Informations soumises au GTEPU

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/4/CHN/1] souligne:

- la protection constitutionnelle des droits des minorités ethniques (§ 9) ;
- la politique ethnique fondée sur l'égalité (§ 73, voir aussi § 15),
- la mise en œuvre de zones d'autonomie ethnique régionale ;
- que la Chine protège les droits linguistiques, culturels et religieux des minorités ethniques (§ 74).
- les politiques préférentielles qui visent à améliorer la représentation politique des minorités

ethniques et le développement des zones de minorités ethniques (§ 75), donnant lieu à une amélioration des services de santé, à l'accessibilité de l'éducation à tous les niveaux, à l'élimination de l'analphabétisme, et au développement des services d'information et de communication (§ 37, 60, 76).

Notant que certaines zones de minorités ethniques sont en retard au niveau du développement économique et social (§ 85), la Chine souligne la nécessité d'accroître les investissements dans la réduction de la pauvreté, l'éducation de base, la promotion de la médecine et des cultures traditionnelles, et d'améliorer la capacité de développement autonome (§ 96).

Dans la **Compilation des documents onusiens** [A/HRC/WG.6/4/CHN/2]:

- le CESCR et le CEDAW font part de leurs préoccupations (§ 13) concernant la **discrimination des minorités ethniques, en particulier des femmes** [E/C.12/1/Add.107, § 38 CEDAW/C/CHN/CO/6, § 27].
- Le CRC recommande (§ 15) que la Chine accroisse ses efforts pour éliminer la **discrimination à l'égard des enfants tibétains, ouïghour et hui, en assurant leur accès aux services de base** ; et exprime son **inquiétude (§ 35) concernant les disparités des indicateurs de santé infantile pour les minorités ethniques** [CRC/CHN/CO/2, § 32, 62].
- Le CAT fait part de son **inquiétude (§ 18) concernant des allégations de torture ciblée, de mauvais traitements et de disparitions de Tibétains et de Ouïghours** [CAT/C/CHN/CO/4, §18].
- Un CCA de 2004 souligne le défi posé par la promotion des droits des minorités ethniques (§ 43).
-

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/4/CHN/3], WUC/UHRP soulignent la nécessité d'une institution nationale des droits de l'homme avec une représentation des minorités ethniques (§ 4). CSI souligne la pauvreté et les inégalités grandissantes, et la discrimination comme source de profond ressentiment dans les zones telles que les régions autonomes du Xinjiang ouïghour, de Mongolie intérieure et du Tibet (§ 9, 40).

Concernant la région autonome du Tibet, CAPDTC souligne le retard en matière de développement économique et social, et les possibilités d'améliorer la situation des droits de l'homme ; TUPRF rend compte de l'expulsion forcée et de la confiscation des terres dans les zones pastorales habitées initialement par des Tibétains ; UNPO exhorte à la protection de la culture et de l'identité tibétaines (§ 50).

Pour la région autonome du Xinjiang ouïghour, UNPO rend compte de politiques de migration rurale et urbaine qui visent et intimident les jeunes femmes, alors que l'établissement de migrants chinois han soutenus par le Gouvernement menacent la culture ouïghour (§ 51). UNPO exhorte le Gouvernement à garantir le droit d'expression des Mongols intérieurs, et à mettre un terme à sa politique de déplacement forcé et de confiscation des terres (§ 52).

Parmi les **questions présentées à l'avance** à la Chine, le Danemark s'enquiert de la prise en compte des allégations de mauvais traitements et de disparitions de Tibétains et de Ouïghours.

Document final

Dans le **rapport GTEPU** [A/HRC/11/25], la Chine rappelle sa politique d'égalité, d'autonomie ethnique régionale et de protection du patrimoine linguistique et culturel des minorités ethniques (§ 13). L'Australie et le

Canada soulignent des cas supposés de harcèlement et de détention arbitraire de membres de minorités ethniques (§ 27, 28). Les Pays-Bas prennent note de la position de la Chine sur la protection des droits des minorités ethniques (§ 30). La Suisse recommande que la Chine respecte les droits fondamentaux des minorités ethniques au Xinjiang et au Tibet (§ 31 ; la Chine rejette cette recommandation). L'Autriche prend note de la garantie constitutionnelle des droits humains des minorités ethniques, et des politiques préférentielles (§ 86 ; aussi Japon, 75). La Chine déclare qu'elle n'autoriserait jamais l'utilisation de la torture sur les groupes ethniques (§ 69), et réitère les principes de sa politique ethnique (§ 102).

Parmi les **recommandations** du rapport soutenues par la Chine (§ 114), l'Afrique du Sud recommande l'amélioration de l'accès des minorités ethniques aux services de santé (20). Le Japon recommande la garantie des droits de l'homme des minorités ethniques (37). Le Sri Lanka recommande la diffusion de l'expérience en matière d'autonomie ethnique régionale (38).

Parmi les recommandations que la Chine considère comme étant mises en œuvre (§ 115), l'Australie et l'Autriche recommandent le renforcement du plein exercice des droits religieux, culturels, civils, socio-économiques et politiques des minorités ethniques (3).

Dans le **Rapport de la 11^e session du CoDH** [A/HRC/11/37, § 517-556], AI exhorte la Chine à publier régulièrement des données concernant la répression des minorités ethniques nationales, y compris des Tibétains et des Ouïghours (§ 543).

Liste des abréviations	
<p>ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation ACHR: Asian Centre for Human Rights ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association AHFD: Al-Hakim Foundation AHR: Advocates for Human Rights AI: Amnesty International AIANZ: Amnesty International Aotearoa New Zealand AICT: Association internationale contre la torture AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact AIRT: Aotearoa Indigenous Rights Trust AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network APN: Assemblée des Premières Nations APNL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador ATLP: Association Tourner la page BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé Carrasco Briseño» BCM: Bar Council of Malaysia CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos CAPDTC: China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture CAT: Comité de l'ONU contre la torture CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant CCDP: Commission canadienne des droits de la personne CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego Portales, Chile CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad, Oaxaca CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et culturels CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile CISA: Consejo Indio de Sudamérica CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México</p>	<p>FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand FNS: First Nations Summit, British Columbia FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development GCC: Grand Conseil des Cris ICERD: Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale ICTJ: International Centre for Transitional Justice IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre II: Interfaith International IITC: International Indian Treaty Council INET: Indigenous Network on Economics and Trade IOIRD: Organisation internationale de développement des ressources autochtones IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the University of Arizona IRPP: Institute on Religion and Public Policy IWA: Indigenous World Association IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation KKKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association LBT: Louis Bull Tribe, Canada LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne LDL: Ligue des droits et libertés LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of Human Rights LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos LLIN: Lubicon Lake Indian Nation MDH: Maison des droits de l'homme, RDC MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica MoCN: Montana Cree Nation NCHR: Norwegian Centre for Human Rights NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil Organizations «Todos los Derechos para Todas y Todos», México NOC: Norwegian Ombudsman for Children NWAC: Native Women's Association of Canada NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand NZHRC: New Zealand Human Rights Commission OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme</p>

<p>CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, Cameroun COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process CPJ: Citizens for Public Justice, Canada CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant CS: Cultural Survival CSI: Confédération syndicale internationale CSW: Christian Solidarity Worldwide CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa Rica ECLJ: European Centre for Law and Justice ECN: Ermineskin Cree Nation ECRI: European Commission against Racism and Intolerance EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México EHRCO: Ethiopian Human Rights Council EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix FAFIA: Feminist Alliance for International Action FI: Franciscans International FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme</p>	<p>OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de los Derechos Económicos, Sociales, Culturales y Ambientales en México OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North REDH-JV: Red de Encuentro Dominicano Haitiano Jacques Viau RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU SCN: Samson Cree Nation SPM: Société pour les peuples menacés SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia TUPRF: Tibetan UPR Forum</p>
--	--

Publié le 7 décembre 2010 14

UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010